



Perspectives chinoises

91 | septembre-octobre 2005
Varia

Les échanges commerciaux sino-indiens : des bases solides, un avenir prometteur

Swaran Singh



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/915>
ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2005
ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Swaran Singh, « Les échanges commerciaux sino-indiens : des bases solides, un avenir prometteur », *Perspectives chinoises* [En ligne], 91 | septembre-octobre 2005, mis en ligne le 01 octobre 2008, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/915>

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© Tous droits réservés

Les échanges commerciaux sino-indiens : des bases solides, un avenir prometteur

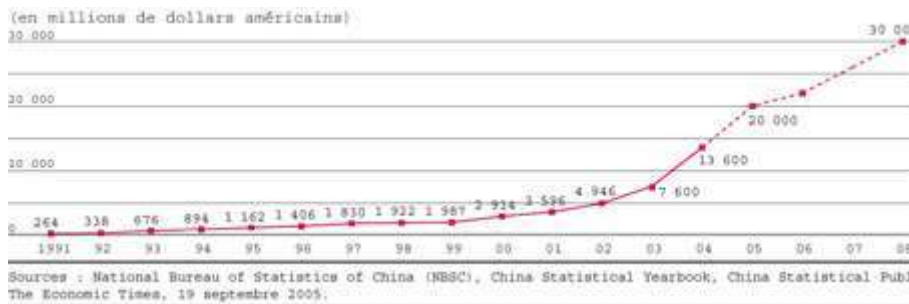
Swaran Singh

- 1 L'essor du commerce sino-indien est aussi à l'origine de phénomènes nouveaux. Les deux pays ne sont pas uniquement récipiendaires d'investissement directs étrangers, ils en réalisent également : l'un chez l'autre ou dans d'autres régions. Dans ce nouveau contexte, leurs besoins en énergie et la compétition pour gagner de nouveaux marchés représentent deux défis majeurs au développement futur de leur commerce bilatéral.
- 2 Aujourd'hui, la Chine et l'Inde sont à la fois les deux pays les plus peuplés et les plus dynamiques d'Asie, et leur influence sur le plan international ne cesse de croître. Leur PNB affiche respectivement des taux de croissance de 9,1 % et 8,5 % en 2003, et de 9,5 % et 6,9 % en 2004. Les économies chinoise et indienne enregistrent les plus fortes croissances au monde. Selon les estimations de la Banque mondiale, la Chine et l'Inde sont devenues respectivement la seconde et la quatrième économie mondiale en se basant sur la parité de pouvoir d'achat, dépassant certains pays développés¹.
- 3 Sur le plan international, la Chine et l'Inde sont deux nouveaux acteurs qui se distinguent par trois caractéristiques : une puissance économique, de larges poches de pauvreté et des zones de turbulences, un revenu par habitant très faible. Ces éléments posent question quant à leur capacité à devenir des forces motrices de l'économie mondiale. Mais dans le domaine politico-stratégique, leurs récents succès économiques se sont traduits par le désir d'accroître leur influence tant à l'échelle régionale qu'internationale, ce qui suscite bien des inquiétudes à travers le monde.
- 4 La période coloniale et la guerre froide ont rendu longtemps les succès économiques de ces deux pays mutuellement exclusifs, ce qui a retardé leur développement et leur montée sur la scène internationale. La Chine et l'Inde n'ont pris des initiatives pour renforcer la confiance mutuelle que récemment, élargissant leurs domaines de coopération qui reposent aujourd'hui sur les principes nouveaux de compromis et de

bénéfices réciproques². Désormais, le commerce bilatéral est reconnu comme l'instrument le plus fiable et le plus satisfaisant du rapprochement. Toutefois, le potentiel à long terme des relations commerciales entre les deux pays reste à exploiter, et leurs relations politiques demeurent fragiles³.

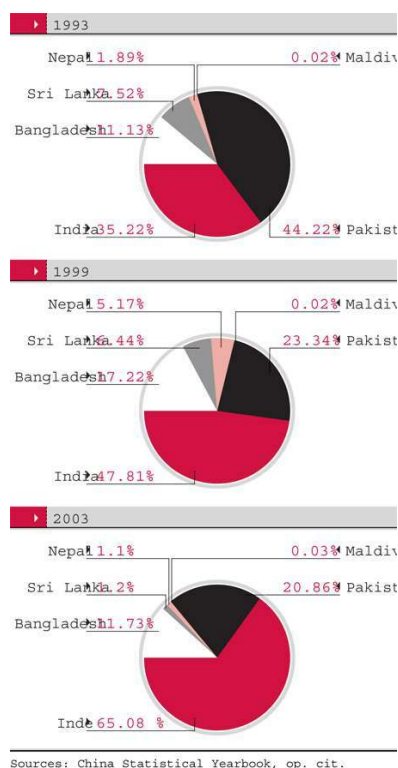
- 5 Dans un contexte de changements rapides, cet article formule des hypothèses sur la manière dont le commerce bilatéral entre les deux pays peut contribuer à résoudre les difficultés politiques et faciliter la construction d'un partenariat stratégique. Les échanges économiques restent la condition sine qua non des initiatives régionales et internationales.
- 6 Ces dernières années, les échanges sino-indiens – tout comme le commerce régional et international – ont connu de rapides changements. Au niveau bilatéral, la consolidation du partenariat économique s'est traduite par un renforcement de la confiance entre les deux pays. Après le refroidissement diplomatique qui a suivi les tests nucléaires menés par l'Inde en mai 1998, les échanges commerciaux ont été les premiers à revenir à la normale⁴. L'essor du commerce bilatéral n'aurait pas été possible sans de courageuses initiatives des communautés d'affaires qui ont gagné en influence pour donner le ton et déterminer la teneur des interactions politiques.

1. Les échanges commerciaux sino-indiens



- 7 Plusieurs initiatives récentes témoignent du rapprochement entre les deux pays : la signature en avril 2005 d'un accord sur les « paramètres généraux » pour la résolution des questions frontalières, l'ouverture en juin 2003 d'une troisième route commerciale transfrontalière à travers le Sikkim, les discussions en cours sur la mise en place d'une Zone de libre-échange (China-India Free Trade Area, FTA), mais aussi la réduction du nombre des troupes déployées aux frontières et le regain de dynamisme de certaines activités artisanales au sein des communautés vivant dans les régions frontalières difficilement accessibles⁵. Il semble que les décideurs politiques des deux pays commencent à s'intéresser de plus en plus aux retombées sociales et politiques du commerce bilatéral. Les échanges commerciaux sino-indiens ont quadruplé au cours des cinq dernières années : l'objectif des 30 milliards de dollars américains en 2010 paraît de plus en plus réalisable⁶.

2. Les échanges commerciaux entre la Chine et l'Asie du Sud

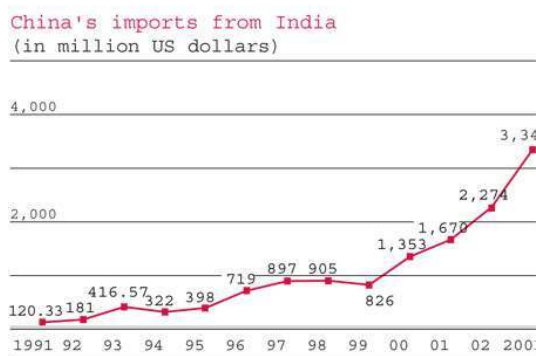
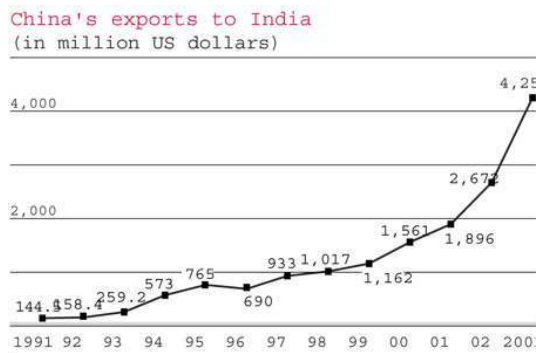


- 8 Toutefois, l'essor économique des deux pays ne va pas sans difficultés et défis. Les succès sont particulièrement patents pour la Chine, mais l'Inde ne se situe pas très loin derrière ; ses progrès sont en grande partie attribués au Premier ministre Manmohan Singh, l'un des principaux architectes de la réforme et de l'ouverture⁷. Même sans initiatives gouvernementales, plusieurs secteurs de l'économie indienne se sont développés, comblant le retard de l'Inde par rapport à la Chine. On peut citer l'augmentation exponentielle du nombre de professionnels qualifiés en Inde, notamment dans le secteur de l'informatique. L'enthousiasme manifesté par la Chine pour le secteur des technologies de l'information en Inde confirme cette tendance⁸.
- 9 Dans l'évolution positive des relations entre la Chine et l'Inde depuis 1962, rien ne surpasse celle du commerce bilatéral entre les deux pays. Les échanges commerciaux sino-indiens, partis d'un niveau extrêmement bas puisqu'ils ne représentaient que quelques millions de dollars américains au début des années 1960, sont restés marginaux pendant toutes les années 1980 pour occuper aujourd'hui une place centrale dans les relations entre les deux pays. L'objectif de 20 milliards de dollars américains d'échanges fixé à New Delhi en avril 2005 par les Premiers ministres chinois et indien pour 2008 pourrait être atteint avant la fin 2005. De même, l'objectif des 30 milliards de dollars d'échanges, originellement fixé pour 2010, pourrait être atteint d'ici 2008⁹. A court terme, les dispositions institutionnelles actuelles ainsi que l'enthousiasme général présagent très favorablement de la poursuite de l'essor des échanges commerciaux. Cet essor devrait beaucoup contribuer au renforcement de la confiance mutuelle et au développement d'un partenariat stratégique à long terme¹⁰.
- 10 Le commerce extérieur de la Chine représentait 853 milliards de dollars américains en 2003 et a franchi la barre des mille milliards de dollars l'année suivante. Le commerce

extérieur indien ne représentait que 180 milliards en 2004. Si la crise financière asiatique de 1997 a quelque peu pénalisé la Chine, les tests nucléaires menés par l'Inde en 1998 se sont traduits par une baisse du commerce extérieur indien qui est passé de 86,86 milliards de dollars en 1998 à 81,84 milliards en 1999. Cependant, ce recul ne s'est pas reflété proportionnellement dans le commerce bilatéral sino-indien, même si la Chine a peut-être été la plus directement affectée par les tests nucléaires de son voisin (voir graphique 1).

- 11 L'essor des échanges commerciaux entre la Chine et l'Inde est avant tout le fruit des réformes conduites par les deux pays. Ces réformes ont placé au second plan les problèmes politico-stratégiques complexes qui continuaient de brider leurs relations. L'utilisation par la Chine du commerce comme outil diplomatique est illustrée par ses échanges commerciaux avec le Japon et la Corée du Sud, qui sont passés respectivement de 16,8 milliards et 0,7 milliard de dollars américains en 1990 à 99,6 milliards et 36,2 milliards en 2002. La Chine est alors devenue le premier partenaire commercial du Japon et de la Corée du Sud (et vice-versa), et le total cumulé de ses échanges avec ces deux pays a atteint 212 milliards de dollars en 2004¹¹. Sur la même période, les échanges bilatéraux entre la Chine et l'Inde passaient de 0,2 milliard de dollars américains en 1990 à 5 milliards en 2002, et allaient connaître un essor beaucoup plus rapide les années suivantes puisqu'ils sont passés de 7,6 milliards en 2003 à 13,6 milliards en 2004.

3. Des échanges équilibrés



Sources: China Statistical Yearbook, op. cit.

- 12 Dans le contexte géopolitique de l'Asie du Sud, l'essor des échanges commerciaux sino-indiens a démenti toutes les appréhensions liées aux relations privilégiées que la Chine entretient avec le Pakistan ou à l'encerclement de l'Inde par la Chine (voir graphique 2). Parmi les éléments qui laissent présager la poursuite du boom commercial actuel, notons que si la Chine continue d'enregistrer un excédent commercial considérable face à la

plupart des Etats sud-asiatiques, le commerce sino-indien est le plus équilibré et est souvent excédentaire en faveur de l'Inde. Cette situation traduit clairement de forts enjeux réciproques qui garantissent, du moins à court terme, la durabilité de cet essor (voir graphique 3). En effet, les deux pays semblent de plus en plus détendus dans leurs relations bilatérales et envisagent de coordonner leurs stratégies en matière d'initiatives régionales et internationales. Personne aujourd'hui ne parle d'un affrontement sino-indien en Asie du Sud-Est, région où les deux pays se sont pleinement engagés sans friction ni méfiance mutuelle. Toutefois, la recherche de fournisseurs étrangers pour satisfaire des besoins en énergie croissants constitue un sérieux défi¹².

- 13 Premièrement, il faut souligner la dimension politique du commerce bilatéral ; il contribue au renforcement de la confiance entre les deux pays dont les relations à long terme demeurent problématiques. Ainsi, l'engagement des deux pays ne se mesure pas tant en termes économiques qu'en termes d'impact politique. Les deux parties ont clairement montré qu'elles étaient conscientes de cet enjeu, du moins dans leurs initiatives les plus récentes. Par ailleurs, si l'on inclut les échanges commerciaux avec Hong Kong et Macao dans les chiffres du commerce sino-indien (de même que les échanges florissants entre l'Inde et Taiwan, et la possibilité – à terme – d'une réunification entre Taiwan et la République populaire de Chine), la Grande Chine apparaît déjà comme le premier partenaire commercial de l'Inde.
- 14 Les principales exportations de l'Inde vers la Chine sont le fer et le chrome, le plastique et le linoléum, les produits de la mer, le coton (fil et tissu), les produits chimiques organiques ou non organiques, les produits de teinture intermédiaires, les produits pharmaceutiques, les câbles pour la construction, le tabac et le thé. Les exportations de la Chine vers l'Inde incluent principalement la soie brute et le fil de soie, le coke, certains types de produits chimiques, les légumes secs, le mercure et l'antimoine, les perles d'eau douce, la fonte brute, le papier journal et d'autres produits de consommation à faible contenu technologique. Peu à peu, de nouveaux secteurs – commerce transfrontalier ou produits de haute technologie – sont explorés, alors que les technologies de l'information et le développement d'infrastructures émergent comme d'importants domaines de coopération.
- 15 Troisièmement, le dynamisme des économies et des sociétés chinoise et indienne – une population jeune et une main-d'œuvre de plus en plus qualifiée – seront leurs principaux atouts dans les années à venir. Le taux de croissance du commerce sino-indien laisse présager un fort potentiel, même si pour le moment les échanges restent relativement insignifiants si l'on considère leur part dans la totalité des échanges des deux pays ou même dans la valeur des échanges par habitant. Alors que l'Inde ne représente qu'un peu plus de 1 % de la valeur totale du commerce extérieur de la Chine, celle-ci représente plus de 5 % du commerce extérieur indien, ce qui crée en soi des enjeux importants pour la coopération mutuelle¹³.
- 16 Enfin, les réserves en devises des deux pays constituent peut-être l'indicateur le plus évident de leur position économique dans le monde. Celles de la Chine, qui étaient de 1,6 milliard de dollars américains en 1978, ont dépassé les 659 milliards en mars 2005¹⁴. Si elles demeurent inférieures à celles du Japon (843 milliards), elles sont bien supérieures à celles de l'Inde (142 milliards)¹⁵. Il en va de même pour les investissements directs étrangers (IDE), domaine dans lequel les deux pays sont souvent présentés comme étant soit aux antipodes l'un de l'autre, soit en concurrence. Les deux pays sont cependant parvenus à maintenir une croissance simultanée de leurs IDE sans friction majeure. Les

investissements étrangers sont la principale force motrice de leur commerce extérieur et, pour la Chine, ils constituent la locomotive de ses succès économiques.

- 17 Les IDE font de la Chine un acteur économique mondial, ce qui n'est pas le cas de l'Inde. En termes cumulés, la Chine était en 2000 le cinquième récipiendaire d'IDE derrière les Etats-Unis (1,3 trillion de dollars), le Royaume-Uni (497 milliards), les Etats de l'Union économique du Benelux (482 milliards) et l'Allemagne (480 milliards). En flux, la Chine était la deuxième destination des IDE (62 milliards) en 2004, derrière les Etats-Unis. Les IDE sont l'indice le plus important et le plus visible de son développement économique rapide et soutenu¹⁶. Certains estiment que l'Inde sera la prochaine destination des IDE. Les estimations de l'UNCTAD-DITE (United Nations Conference on Trade and Development – Division on Investment, Technology and Enterprise Development) pour la période 2004-2007 placent la Chine et l'Inde aux deux premiers rangs, les Etats-Unis étant relégués à la troisième place¹⁷. Mais ces estimations sont particulièrement optimistes, surtout en ce qui concerne l'Inde. Il est probable que la Chine, dont on estime qu'elle poursuivra sa course, restera en deuxième position et ne dépassera pas les Etats-Unis avant longtemps.
- 18 Toutefois, certains indices suggèrent que les flux d'IDE vers la Chine (et même vers l'Inde) continueront de croître. Par exemple, la Chine compte aujourd'hui pour plus de 10 % du commerce extérieur américain et détient 167 millions de titres émis par le gouvernement fédéral¹⁸. Pendant l'année 2000, la totalité des revenus des sociétés américaines générés en Chine était de 7,2 milliards de dollars américains, contre 4,6 milliards pour le Mexique, 3,5 milliards pour Singapour et 1,85 milliard pour le Brésil¹⁹. Bien que la Chine ait connu par périodes une baisse des IDE, ceux-ci ont globalement augmenté au cours de ces vingt dernières années puisqu'ils sont passés de 2,7 milliards de dollars américains en 1984 à 62 milliards en 2004, et se sont établis en moyenne entre 45 et 60 milliards de dollars par an²⁰.
- 19 L'Inde soutient difficilement la comparaison. Le montant des IDE contractés y était de 0,15 milliard en 1991, 0,23 milliard en 1992, 0,57 milliards en 1993, 0,95 milliard en 1994 et 1,96 milliard en 1995²¹. Ils ont toutefois enregistré une nette hausse les années suivantes en atteignant 3,4 milliards en 2002 et 4,3 milliards en 2003. En outre, certains experts mettent en cause les méthodes de calcul utilisées et soupçonnent une sous-estimation des IDE dans les statistiques indiennes²². Pour l'année 2004, on estime que leur montant a dépassé la barre des 8 milliards de dollars américains²³. Le gouvernement dirigé par l'Alliance progressive unie (United Progressive Alliance) parle aujourd'hui d'absorber 15 milliards de dollars américains d'IDE en 2005 et 30 milliards en 2007, pour atteindre un total de 150 milliards de nouveaux IDE au cours des dix prochaines années²⁴.
- 20 Pour expliquer le retard de l'Inde par rapport à la Chine dans ce domaine, on met généralement en avant plusieurs facteurs tels que la décision prise par la Chine de s'ouvrir aux IDE dès 1979, la création de Zones économiques spéciales (ZES) dans les régions côtières qui ont bénéficié de leur proximité avec Hong Kong – plaque tournante asiatique du marché des capitaux –, le système politique chinois, la main-d'œuvre bon marché, les conditions spéciales offertes aux investisseurs étrangers et le rôle de l'armée²⁵. Un autre facteur fréquemment invoqué est la contribution des Chinois d'outre-mer. Les Indiens non résidents (INR) et les Chinois d'outre-mer ne jouent pas le même rôle en matière d'IDE dans leurs pays d'origine. Alors que l'implication des Indiens non résidents ne remonte qu'au début des années 1990 et ne représente qu'une faible part des IDE en

Inde, les Chinois d'outre-mer offrent un exemple unique de contribution, se montant à un tiers du flux d'IDE en Chine²⁶.

- 21 En ce qui concerne le cadre institutionnel du commerce bilatéral entre les deux pays, le Groupe de travail sino-indien sur les questions frontalières (China-India Joint Working Group for Boundary Question, JWG) constitue le plus important forum de discussion et fixe la teneur des relations sino-indiennes. Les deux pays ont également mis en place un Groupe de travail conjoint sur le commerce, financé par le Joint Business Council représentant les intérêts des milieux d'affaires, du secteur non étatique notamment ; ainsi qu'un Groupe de travail conjoint sur les sciences et les technologies. Les réunions régulières de ces différents dispositifs facilitent la mise en place des normes et réglementations visant à lever les barrières et à faire évoluer le cadre juridique des relations commerciales entre les deux voisins. Par ailleurs, les rencontres officielles lors de sommets bilatéraux ont permis la signature de nombreux accords entre divers départements ou ministères²⁷.
- 22 La Chine et l'Inde ont récemment engagé des discussions visant à la création d'une zone de libre-échange (ZLE). Cet effort témoigne d'un désir partagé de dépasser le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et de s'engager à réduire mutuellement les droits de douane et d'éliminer les barrières non tarifaires²⁸. Lors de leur rencontre à Pékin les 21 et 22 mars 2004, les représentants des deux pays ont engagé une première série de négociations pour la signature d'un accord de ZLE et d'un accord général de coopération économique. Cette démarche a été approfondie lors de la visite du Premier ministre chinois Wen Jiabao en Inde du 9 au 12 avril 2005. Toutefois, certains experts chinois se montrent moins enthousiastes que leur gouvernement. Un expert connu de l'Asie du Sud a par exemple affirmé : « Même si une ZLE sera difficile à réaliser à court terme, on ne peut nier l'importance de la création d'un système multi-parties de libre-échange régional étant donné la population et la taille des deux pays »²⁹. Un autre expert chinois estime que le renforcement des liens commerciaux et la complémentarité des structures économiques ne suffisent pas à garantir la mise en place rapide d'une ZLE entre les deux pays³⁰. L'Inde a ses propres hésitations à ce sujet, notamment parce que l'arrivée massive de produits chinois bon marché sur le marché indien constitue une source constante d'inquiétude pour la communauté indienne des affaires³¹.
- 23 Dans les relations internationales, les flux financiers sont un phénomène relativement récent comparé au commerce de marchandises et de services. Les investissements reflètent une plus profonde confiance mutuelle et servent d'impulsion au commerce bilatéral, notamment à long terme. Cela est particulièrement vrai dans le cas des échanges commerciaux sino-indiens. A l'heure actuelle, les Etats-Unis restent le premier investisseur en Inde puisqu'ils y représentent 21 % de la totalité des flux d'IDE. Ils sont suivis par l'Ile Maurice, dont la part représente 12 % ; mais ce pays sert d'intermédiaire à divers pays – y compris les Etats-Unis –, en raison d'un traité particulier avec l'Inde qui accorde une exemption des taxes indiennes aux sociétés basées à l'Ile Maurice. Le Royaume-Uni est le troisième investisseur, suivi par la Corée, le Japon et les Indiens non résidents (INR) qui représentent environ 4 % de la totalité des flux d'IDE³².
- 24 Le développement des exportations chinoises dans certains secteurs a eu un impact direct sur les exportations et les investissements analogues en Inde³³. Mais dans certains secteurs, la Chine et l'Inde ont créé des sociétés conjointes et les deux pays détiennent aujourd'hui des intérêts communs dans des firmes pétrolières kazakhes et dans des gisements pétroliers au Soudan. La première société conjointe sino-indienne – fondée par

la société indienne Mideast Integrated Steel et la société China Metalurgical Import Export Corporation – a été créée dans l'Etat de l'Orissa en janvier 1993³⁴.

- 25 Les investissements indiens en Chine – le secteur privé indien étant très actif depuis l'indépendance en 1947 –, se sont tournés vers Hong Kong. En effet, la Chine n'acceptait pratiquement aucun investissement étranger jusqu'au début des années 1980. Quelques hommes d'affaires d'origine indienne ont réussi à s'imposer dans les milieux d'affaires de l'ancienne colonie britannique. Par ailleurs la plupart des investissements indiens se concentrant dans le domaine des services, Hong Kong est restée la destination favorite des investisseurs indiens. Aussi est-ce à partir de ce territoire que la plupart des sociétés indiennes ont étendu leurs opérations sur le continent chinois.
- 26 Les investissements chinois en Inde se sont eux concentrés dans le secteur minier et dans le secteur manufacturier à faible intensité technologique. Toutefois, les événements politiques ont fait sensiblement fluctuer les investissements chinois ; un écart important entre les promesses et les projets réalisés persiste aujourd'hui. Sur la période août 1991-août 2000, alors que les promesses d'investissements chinois en Inde se montaient à 225,07 millions de dollars américains, le flux d'investissements réels n'était que de 0,56 million de dollars. Si l'on compare ces données aux chiffres mondiaux en matière d'attraction d'IDE, l'Inde et la Chine affichent séparément des résultats bien meilleurs, ce qui montre que le rythme de leurs investissements croisés continue de dépendre d'équations politico-stratégiques.
- 27 La situation a pourtant beaucoup évolué ces dernières années. Par exemple, la société indienne de produits pharmaceutiques Ranabaxy et l'Institut national [indien] pour les technologies de l'information (NIIT) sont clairement dominants dans les secteurs des produits pharmaceutiques et de l'enseignement des technologies de l'information en Chine. On peut également citer d'autres initiatives moins connues et de moindre ampleur. Le groupe indien Tata, l'un des plus importants conglomérats d'Asie, envisage d'accroître ses investissements dans le secteur de l'informatique en Chine – ils passeraient ainsi de 2 à 5 millions de dollars américains –, et a engagé des pourparlers sur des projets de sociétés conjointes dans d'autres secteurs tels que l'automobile ou l'acier³⁵. Le fabricant chinois d'électroménager Konka, basé dans la province du Guangdong, et la société indienne Tata Consultancy Ltd (TCL) ont également créé des sociétés conjointes en Inde. Konka a toutefois mis fin à ses activités de fabrication en Inde à cause de politiques prétendues restrictives, et l'on rapporte qu'elle aurait eu des différends profonds avec ses partenaires indiens³⁶. Lors de la visite en Chine du Premier ministre Vajpayee en juin 2003, la Chine s'est engagée à investir 500 millions de dollars américains dans le secteur des infrastructures en Inde³⁷.
- 28 Sans conteste, les essais nucléaires indiens de 1998 ont constitué l'épreuve la plus rude pour les relations commerciales entre les deux pays. Mais finalement le commerce bilatéral s'est avéré être un catalyseur pour le renouement des relations officielles. A première vue, le commerce bilatéral a accusé un recul important puisque son taux de croissance est passé d'une moyenne de 78 % pour les huit années précédant 1998, à 3,4 % cette année-là. Mais son redressement a été spectaculaire : le commerce sino-indien a connu un essor considérable au cours des sept années qui ont suivi (voir graphique 1). Une analyse des chiffres mensuels du commerce sino-indien en 1998 montre que le secteur des affaires a été le premier à revenir à un niveau normal en l'espace de six mois, entre mai et novembre 1998.

- 29 L'évolution des excédents commerciaux peut être un autre indicateur mesurant l'impact des tests nucléaires sur les liens commerciaux entre les deux pays. Alors que l'Inde jouissait d'un excédent commercial en 1992, 1993 et 1996, c'était le cas de la Chine en 1994, 1995 et 1997. D'après certains experts, les chiffres du commerce sino-indien fluctuent à l'intérieur d'une même année : l'Inde jouit généralement d'un excédent commercial la première moitié de l'année et la Chine la seconde. En 1997, par exemple, l'Inde jouissait d'un excédent de 40 millions de dollars pour les huit premiers mois, puis soudain les exportations chinoises ont enregistré une hausse plus rapide qui s'est traduite par un excédent en faveur de la Chine de 53 millions de dollars en novembre et de 36 millions de dollars en décembre³⁸. L'année 1998 fait figure d'exception puisque l'excédent commercial en faveur de l'Inde a atteint un records de 110 millions de dollars, même si cette tendance a été rectifiée en 1999.
- 30 Le refroidissement des relations entre les deux pays n'a cependant été marqué que par l'annulation symbolique de la China Commodity Fair à Bombay en août-septembre 1998 et par la faible représentation chinoise à la Foire commerciale internationale de New Delhi en novembre 1998. Cette situation a suscité un certain scepticisme chez les hommes d'affaires des deux pays. Les échanges universitaires ont été le deuxième secteur important à revenir à la normale ; il était clair que les acteurs concernés refusaient de laisser les polémiques politiques peser sur leurs initiatives. Par ailleurs, dans le contexte plus large de taux de croissance annuels négatifs enregistrés par la Chine en matière de commerce avec l'Asie en 1998, la croissance faible mais positive du commerce bilatéral sino-indien cette année-là semblait augurer de perspectives positives pour les liens commerciaux entre les deux pays³⁹.
- 31 Jusqu'à quel point le commerce bilatéral est-il resté « au-dessus » des polémiques politiques ? Ces dernières ont-elles évolué indépendamment du scepticisme politico-stratégique, ou bien ces deux aspects restent-ils inéluctablement liés ? Là encore, les interactions entre les deux pays au lendemain des tests nucléaires indiens de 1998 constituent un cas idéal pour une telle analyse. Ce n'est que pendant la période, très brève, des vives polémiques ayant suivi les tests nucléaires que certaines activités commerciales ont été annulées ou repoussées, et les exportations indiennes ont accusé un certain recul pendant les trois ou quatre premiers mois.
- 32 Les taux de croissance du commerce sino-indien avait déjà commencé à baisser puisqu'ils étaient passés d'une moyenne de 78 % pour la période 1990-1998 à environ 30 %. Il était même tombé à 5,2 % en 1997. Dans le contexte de la crise financière asiatique, les exportations chinoises avaient accusé un recul général à la fin des années 1990. Les exportations de la Chine vers ses puissants partenaires commerciaux tels que le Japon et la Corée du Sud mais aussi son plus proche allié, le Pakistan, ont envoyé des messages très positifs en direction des décideurs politiques indiens. Par ailleurs, l'Inde a signé des accords pour cinq sociétés conjointes (deux en Chine et trois à Hong Kong) en 1998 pour un investissement total de 8 millions de dollars américains, et six autres sociétés conjointes (une en Chine et cinq à Hong Kong) en 1999 pour un investissement total de 1,9 million de dollars⁴⁰.
- 33 Alors qu'on prévoyait une augmentation de 9 % de l'ensemble des exportations chinoises pour 1998 (contre 20 % en 1997), elles n'ont augmenté que de 0,5 %, et les importations ont diminué de 1,5 %. Les exportations de la Chine vers ses partenaires asiatiques les plus stables ont accusé une chute sensible (-31,3 % pour la Corée du Sud, -11,5 % pour Hong Kong et -6,7 % pour le Japon). Les exportations vers l'Inde ont augmenté de 8,9 %, ce qui

était, dans ce contexte, très respectable. Ainsi, en 1998, l'Inde a vu sa part dans le commerce international de la Chine passer à 0,59 % contre 0,56 % en 1997⁴¹. Plus récemment, la part de l'Inde dans la totalité des échanges commerciaux de la Chine était de 0,9 % en 2003 et de 1,1 % en 2004. Les tests nucléaires indiens de 1998 et toute autre rhétorique politique n'ont eu qu'un impact limité sur le commerce bilatéral sino-indien. Au contraire, les relations commerciales entre les deux pays ont eu des répercussions positives et ont facilité un revirement politique qui laisse présager des bases solides pour l'accroissement des échanges entre les deux pays.

- 34 Même si les prouesses de l'Inde dans le secteur informatique sont connues et focalisent l'attention dans la plupart des débats sur le commerce sino-indien, l'importante main-d'œuvre disponible en Chine et en Inde laisse à penser que les deux pays devront être exceptionnellement innovants pour que l'essor actuel de leurs relations commerciales se maintienne. En outre, il est fort probable que le désir des deux pays de contrôler des ressources et de conquérir des marchés mondiaux compliquera leurs relations dans les années à venir. Ainsi, dans le contexte de besoins croissants en énergie, la Chine et l'Inde se sont lancées ces derniers mois dans une concurrence acharnée pour accroître leur participation et leur contrôle dans plusieurs compagnies et gisements pétroliers⁴². Il existe donc bel et bien des domaines de concurrence économique entre les deux pays, et on ne peut totalement exclure que les relations commerciales ne débouchent un jour sur un nouveau conflit politique. En d'autres termes, l'actuelle bienveillance qui caractérise les relations entre les deux pays reste fragile et vulnérable.
- 35 Naturellement, la Chine aspire à égaler les succès de l'Inde en tant qu'exportateur de logiciels (software) et celui de Taiwan comme exportateur de matériel électronique (hardware). Si l'Inde a l'avantage de la langue, la Chine forme trois fois plus d'ingénieurs que l'Inde, et une société comme Legend est un concurrent sérieux, contrôlant à elle seule 26 % du marché chinois. Le développement récent du secteur privé en Chine apparaît désormais comme le nouveau moteur de la croissance. Pendant la période 1989-1997, le nombre d'entreprises privées en Chine est passé de 90 581 à 960 726, soit une augmentation annuelle de 34,4 %. Ces sociétés employaient 1,64 million de personnes en 1989 et 13,49 millions en 1997 ; au cours de cette même période leur capital est passé de 8,4 milliards à 514 milliards de yuans, soit une augmentation de 67,2 %⁴³. Ces données ne peuvent être ignorées ou sous-estimées, et vont constituer à la fois de nouveaux défis et de nouvelles opportunités pour les relations commerciales sino-indiennes.
- 36 Le retour de Hong Kong à la Chine a renforcé les liens entre la Chine et la communauté indienne des affaires, dont de nombreux membres vivaient à Hong Kong depuis plus d'un siècle. Parallèlement, le développement du secteur privé chinois fournit un nouvel élan aux relations commerciales sino-indiennes. C'est cet engagement économique entre les deux secteurs non étatiques qui commence aujourd'hui à nourrir le rapprochement politique entre les deux pays, lequel promet de devenir un facteur important pour modifier la nature et l'ampleur des relations commerciales sino-indiennes. Étant donné les défis de toutes sortes qui se posent à leur engagement économique, il faut espérer que la Chine et l'Inde seront capables d'innover pour renforcer et faire évoluer leur commerce bilatéral sur la base d'une compréhension et d'une confiance mutuelles.
- 37 Traduit de l'anglais par Raphaël Jacquet

NOTES

1. « India's World's 4th Largest Economy: World Bank », *The Indian Express* (New Delhi), 16 juin 2004, p. 7. Le rapport annuel de la Banque mondiale, *World Development Indicators 2004*, montre que les cinq premiers pays en termes de parité de pouvoir d'achat sont les Etats-Unis (10 414 milliards de dollars américains), la Chine (5 792 milliards), le Japon (3 481 milliards), l'Inde (2 778 milliards) et l'Allemagne (2 226 milliards).
2. Pour plus de détails, voir Swaran Singh, *China-India Economic Engagement: Building Mutual Confidence*, New Delhi, Centre de sciences humaines, mars 2005, pp. 17-20.
3. Un conflit frontalier oppose depuis longtemps la Chine et l'Inde. Il porte sur des territoires d'une surface de 138 000 km² pour lesquels les deux pays ont mené une guerre brève mais violente en 1962 qui fut suivie par une méfiance réciproque. La présence du Dalaï Lama et de cent mille Tibétains en Inde ainsi que les relations que la Chine entretient avec le Pakistan sont deux autres pommes de discorde. Ce n'est qu'au début des années 1970 que les deux parties se sont à nouveau rapprochées, mais l'évolution de leurs rapports a été lente et jalonnée de nombreuses difficultés.
4. Le commerce entre la Chine et l'Inde a repris en juin 1998. Ces deux anciennes civilisations ont entretenues des liens culturels et commerciaux dès le II^e siècle avant Jésus-Christ. Voir Swaran Singh, *China-South Asia: Issues, Equations, Policies*, New Delhi, Lancers Books, 2003.
5. Swaran Singh, « China-India Border Trade: A Tool for Building Mutual Confidence », in Isabelle Saint-Mézard et James K. Chin (éds.), *China and India: Political and Strategic Perspectives*, Hong Kong, Center of Asian Studies, 2005, pp. 67-68.
6. « Indo-China Trade Relations », *Indian Economy Overview* (édition Internet), http://www.economywatch.com/world_economy/china/indo-china-trade-relations.html.
7. Au début des années 1990, il a été l'architecte de la nouvelle politique économique, en tant que ministre des Finances du Premier ministre P.V. Narasimharao. Il est depuis longtemps partisan d'une baisse des droits de douane. Il est l'auteur d'une thèse de doctorat à l'Université de Cambridge sur les bénéfices pour l'Inde du commerce international.
8. Zou Huilin, « Foreign workers flocking to Shanghai », *China Daily*, 14 mai 2004, p. 1.
9. M. K. Venu, « India, China May Join Hands at WTO ministerial », *The Economic Times* (New Delhi), 19 septembre 2005.
10. M. K. Venu, « Strategic Cooperation Defines Our Ties », [entretien avec l'ambassadeur chinois Sun Yuxi], *The Economic Times* (New Delhi), 22 septembre 2005, p. 10.
11. *Key Indicators 2003: Education for Global Participation*, Manille, Banque asiatique de développement, 2003, p. 160 ; « China Seeks Free Trade Zone with Japan, South Korea », *Asia News* (édition Internet), 5 mai 2005, <http://www.asianews.it/view.php?l=en&art=3210>.
12. Amitav Ranjan, « Let's Shop for Oil, Gas Together : India, China », *The Indian Express*, New Delhi, 24 août 2005, p. 14 ; Indrani Bagchi, « Energy Deals: India, China at Loggerheads », *The Times of India* (New Delhi), 27 août 2005, p. 12 ; « Dragon-Elephant Tango in Oil Market », *The Economic Times* (New Delhi), 14 Octobre 2005, p. 4.

13. « Likely Sino-Indian FTA Conducive to Nation », *China Business Weekly*, Pékin, 12 avril 2004, p. 1
14. *China's Foreign Exchange Reserves, 1977-2005*, State Administration of Foreign Exchange, République populaire de Chine, édition Internet, <http://www.chinability.com/Reserves.htm>.
15. « Japan April Forex Reserves Rise 5.88bn Used to Be \$843.6bn », Mabico Financial Company, http://www.mabico.com/en/news/20050511/foreign_exchange/article22487 ; « India's Foreign Currency Reserves Rise to \$142 Billion », <http://isyourjobgoingoffshore.com/forums/showthread.php?t=761>. Pour plus de détails sur ces questions, voir http://www.economist.com/research/ArticlesBySubject/displayStory.cfm?story_ID=24643388subjectid=348879.
16. Voir l'ouvrage de Yasheng Huang, *Selling China: Foreign Direct Investment During the Reform Era*, New York, Cambridge University Press, 2003 ; ses arguments vont clairement à l'encontre des idées généralement admises. Pour les statistiques de 2004, voir « UN: China's FDI Benefits Neighbours », site anglais de *China Radio International* <http://en.chinabroadcast.cn/532/2005-3-8/116@214189.htm>.
17. Guo Huaigang, « China's Foreign Direct Investment Strategy », *Business Beijing*, (édition Internet), octobre 2004, <http://www.btmbeijing.com/contents/en/business/2004-10/investment/investment>.
18. Amit Mitra, « Let's Talk Business: Economics as the Cornerstone of Diplomacy », *The Times of India* (New Delhi), 2 mai 2005, p. 16.
19. David Hale et Lyric Hughes Hale, « China Takes Off », *Foreign Affairs*, vol. 82, n° 6, novembre-décembre 2003, pp. 38-42.
20. Jun Ma, *The Chinese Economy in the 1990s*, Londres, Macmillan, 2000, p. 121.
21. Charles R. Chittle et Kyoo H. Kim, « Foreign Direct Investment in China and India: The Economic Environment », in Sam Dzever et Jacques Jaussaud (éds.), *China and India Economic Performance and Business Strategies of Firms in the Mid-1990s*, Londres, Macmillan Press, 1999, p. 6.
22. Chandana Chakroborty et Parantap Basu, « Foreign Direct Investment and Growth in India: a Cointegration Approach », *Applied Economic*, vol. 34, n° 9, 15 juin 2002, p. 1062 ; Suma Athreye et Sandeep Kapur, « Private Foreign Investment in India: Pain or Panacea? », *The World Economy*, vol. 24, n° 3, mars 2001, p. 402 ; Nirupam Bajpai et Nandita Dasgupta, « What Constitute Foreign Direct Investment? Comparison of India and China », *CGSD Working Paper No. 1* (édition Internet), janvier 2004, http://www.earthinstitute.columbia.edu/cgsd/documents/bajpai_fdi_india_china_002.pdf, p. 2 ; « India is Among Top Four FDI Destinations », *The Hindu* (New Delhi), 23 septembre 2004, p. 18.
23. Selon le rapport de l'UNTAD intitulé *The World Investments 2004*, l'Inde a accueilli 4,3 milliards de dollars américains d'IDE pour 2003, soit une augmentation de 25 % par rapport à l'année précédente, ce qui rend crédible l'objectif pour 2004.
24. « Government Plans Mainframe to Attract \$150bn Infrastructure Investment », *The Economic Times* (New Delhi), 20 octobre 2004, p. 1 ; « Govt. Keen to Attract \$150bn FDI », 19 octobre 2004, <http://inhome.rediff.com/money/2004/oct/19fdi.htm>
25. Charles R. Chittle et Kyoo H. Kim, « Foreign Direct Investment in China and India: The Economic Environment », in Sam Dzever et Jacques Jaussaud (éds.), *China and India Economic Performance and Business Strategies of Firms in the Mid-1990s*, Londres, Macmillan Press, 1999, p. 7 ; M. R. Narayana, « Foreign Direct Investment and Inter-regional Growth in China: Lessons for India », *China Report*, Delhi, vol. 40, n° 1, janvier-mars 2004, p. 2.

26. Charles R. Chittle et Kyoo H. Kim, « Foreign Direct Investment in China and India : The Economic Environment », *op. cit.*, p. 20.
27. Pour un aperçu chronologique sur les accords sino-indiens, voir ministère des Affaires étrangères, République populaire de Chine, <http://www.fmprc.gov.cn>.
28. M. Saqib et D. Chakraborty, *India China Free Trade: Examining the Likely Impact of the FTA*, New Delhi, ICTC Monograph Series Paper n° 1, 2005, p. 44.
29. « Likely Sino-Indian FTA Conducive to Nation », *China Business Weekly*, Pékin, 12 avril 2004, p. 1
30. *Ibid.*
31. Rahul Bajaj (président de Bajaj Auto), « Flot Trade Agreements: Exports Need Policy Impetus, Not Low Tariffs », *The Times of India*, New Delhi, 28 avril 2005, p. 16 ; B. M. Jain, « India-China Relations: Issues, Trends and Emerging Scenarios », *China-India Project Occasional Paper No. 1*, Hong Kong, Center for Asian Studies, 2003, édition Internet, http://www.hku.hk/cas/pub/Occasional1_bmjain.pdf ; et B. M. Jain, « India-China Relations: Issues and Emerging Trends », *The Round Table*, UK, Kent, vol. 374, avril 2004, p. 259.
32. Pradeep Agarwal, « Economic Impact of Foreign Direct Investment in South Asia », in Aditya Mattoo et Robert M. Stern (eds.), *India and WTO*, Washington DC, The International Bank for Reconstruction and Development, 2003, pp. 121-122.
33. Ross Garnaut et Yiping Huang, « China and the Future of the International Trading System », in Peter Drysdale et Ligang Song (éds.), *China's Entry to the WTO: Strategic Issues and Quantitative Assessments*, Londres, Routledge, 2000, p. 15.
34. « Beijing Establishes Joint Venture in India », *Xinhua*, citée dans *Foreign Broadcast Information Service-China-93-013*, 22 janvier 1993, p. 15.
35. Parmi les sociétés indiennes les plus connues, on peut citer : Tata Exports (Shanghai), NITT (Shanghai), Bry Air (Shanghai), Essel Packaging (Canton), Ranbaxy (Canton et Shanghai), Ofind Refractories (Liaoning), Wockhardt (Pékin), Lupin Laboratories (Canton), August International (Pékin), Archean Granites (Pékin), Ispat Karmet (Urumqi), State Bank of Indian (Shanghai).
36. Voir note 23.
37. « China Pledges \$500mn Investment in India », 23 juin 2003, <http://sify.com/finance/fullstory.php?id=131791488vsv-157>.
38. *A Status Report on China-India Trade & Investment 1998*, Shanghai, Confederation of Indian Industries, novembre 1998, p. 4.
39. « Statistical Communiqué of the People's Republic of China on the 1998 National Economic and Social Development », *Beijing Review*, Pékin, vol. 42, n° 13, 29 mars-4 avril 1999, pp. 35-50.
40. *Indian Joint Ventures and Wholly Owned Subsidiaries Abroad Approved During 1999*, New Delhi, Indian Investment Center, p. 8 et p. 32 ; *Indian Joint Ventures and Wholly Owned Subsidiaries Abroad Approved During 1998*, New Delhi, Indian Investment Center, p. 6 et p. 28.
41. Pour plus de détails, voir « China's Economy and China-India Trade », *Journal of The SICCI* (Southern India Chambers of Commerce and Industry, Chiennai, Inde), juillet 1999, pp. 12-14 ; voir également *FIEO News* (édition Internet), <http://www.fico.com>, 1er août 1999, p. 21.
42. Jason Bush, « A Rage for Oil », *The Economic Times*, New Delhi, 18 septembre 2005, p. 17.
43. « Private Secor Grows Fastest of All », *Beijing Review*, Pékin, vol. 42, n° 10-14 ; 9-10 mars 1999, p. 4.

RÉSUMÉS

L'essor des échanges commerciaux entre la Chine et l'Inde est le principal facteur à l'origine du rapprochement sino-indien. Il a permis l'accroissement de la confiance entre les deux pays et l'amélioration de leur perception mutuelle. Le commerce frontalier, en particulier, a entraîné d'importants changements dans leurs régions frontalières. Cela a contribué à la détente et à la paix, et a facilité les négociations de leurs différends frontaliers.